

basta!

<https://www.bastamag.net/La-societe-civile-appelle-a-un-Grenelle-de-l-hospitalite-et-de-l-accueil-des>

MIGRANTS

La société civile appelle à un « Grenelle » de l'hospitalité et de l'accueil des étrangers en France

par Rédaction - 24 juillet 2017

Trente-cinq bébés et leurs parents demandeurs d'asile dormant dans la rue à Strasbourg ; des réfugiés empêchés de demander l'asile à la frontière franco-italienne ; des campements sauvages à Paris faute de centre d'accueil ; des bénévoles harcelés par la police pour avoir distribué de l'aide alimentaire à Calais ; un « plan migrants » vertement critiqué par le Défenseur des droits... Le gouvernement semble incapable de répondre dignement aux défis que pose l'accueil de migrants et de réfugiés en France. 450 collectifs et organisations appellent à la tenue d'une grande conférence sur le sujet. Voici leur appel.



470 organisations ont adressé le 15 juin dernier au président de la république et au gouvernement un « Appel à un changement radical de politique migratoire en France ». Cet appel exprimait la volonté des signataires de voir s'engager une politique alternative, respectueuse des droits fondamentaux. Il demandait qu'il soit mis fin aux violences policières à l'encontre des personnes exilées ainsi qu'à l'intimidation de citoyens et associations désignés comme coupables de « délit de solidarité ». Il réclamait, enfin, la tenue d'une large conférence nationale sur les questions migratoires.

Expulsés, parfois vers des pays où ils et elles sont en danger de mort

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs perpétuent une politique de mise à l'écart et d'exclusion. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont réussi à atteindre l'Europe, dont la France, souvent au risque de leur vie, voient leurs droits les plus fondamentaux méprisés. Ils et elles sont relégués, maintenus dans la précarité, enfermés, expulsés, parfois vers des pays où ils et elles sont en danger de mort.

Face à cette situation, des dizaines de milliers de personnes solidaires et des centaines d'associations œuvrent au quotidien et pourvoient au plus urgent (voir [la carte de ces initiatives](#)). Mais ni leur expertise d'acteur de terrain ni leur volonté citoyenne d'agir pour un accueil digne ne sont reconnues par les pouvoirs publics. Au contraire, ces personnes et associations voient leur action entravée, quand elles ne sont pas traitées comme des délinquantes et poursuivies pénalement.

Le « plan migrants », présenté ces jours derniers par le gouvernement, décidé en quelques semaines, n'est en rien le fruit d'une concertation, encore moins de la réflexion nationale que nous voulons. En outre il est loin d'aller dans le sens de la politique d'hospitalité, de respect du droit d'asile et plus largement de respect des droits humains que nous revendiquons. Non seulement il ne rompt avec aucune des précédentes politiques migratoires, mais il nous enferme encore davantage dans une approche sécuritaire, opposant réfugiés et migrants, en particulier ceux et celles qualifiés d'« économiques ».

Poser une analyse précise et éclairée de l'accueil des étrangers en France

Nous réitérons donc notre appel au lancement d'une conférence nationale sur les migrations, permettant de poser une analyse précise et éclairée de l'accueil des étrangers en France et d'envisager sereinement les façons de construire une politique respectueuse des obligations de la France en matière d'accueil et de respect des droits humains.

Des espaces de débat public ont été ouverts sur d'autres thématiques dans le passé, comme le Grenelle de l'environnement ou les conférences sociales. Nous ne les idéalisons pas, mais nous savons d'expérience que cela a permis aux responsables politiques de s'appuyer sur l'expertise des acteurs de la société civile, des collectivités locales, des chercheurs, pour déboucher sur des propositions d'action nourries de cette concertation.

Notre requête n'a pour l'heure pas été entendue, mais nous ne renoncerons pas à la dynamique de rassemblement manifestée par le succès de notre appel. Nous lancerons une concertation citoyenne mobilisant associations nationales et locales, collectifs de migrants et citoyens réunis dans des initiatives locales de solidarité. Ensemble nous voulons faire émerger une proposition de politique d'accueil conforme à nos valeurs de solidarité et d'humanité.

Parmi les signataires : ACAT, Actionaid, Amnesty international, Anafé, Attac, CCFD, Centre Primo Levi, Emmaüs, Cimade, L'Auberge des migrants, Ligue des droits de l'homme, Médecin du Monde, P'tit Dej' à Flandre, RESF, Rom Europe, Roya citoyenne, Secours catholique, Syndicat de la magistrature, syndicat des avocats de France, Terre d'errance... [Voir l'ensemble des signataires ici](#).

Photo : Camp de réfugiés en Grèce / Natalia Tsoukala - Caritas International Janvier 2016

► Relire l'appel du 15 juin : [300 organisations blâment le gouvernement Macron et appellent à un changement radical de sa politique migratoire](#)

Cet article vous a intéressé ? Basta ! a besoin de ses lecteurs pour poursuivre son travail, faites un don sur [bastamag.net](http://www.bastamag.net).

Basta ! (<http://www.bastamag.net>) est un site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, Basta ! contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre.